

## Du Bureau du Grand Conseil

### Session de novembre 2013

Au vu des nombreux objets à traiter durant la session de novembre, le Grand Conseil siégera également le vendredi après-midi. Comme plusieurs membres du Conseil d'Etat seront absents durant toute ou du moins durant une partie de la session, il a fallu prendre en compte cet état de fait dans le plan de session.

Comme annoncé le mois dernier, les interventions de septembre dont le caractère urgent a été rejeté seront développées au cours de la session de novembre. Il s'agit d'une exception.

Deux motions et une résolution concernant une commission d'enquête parlementaire (CEP) en rapport avec les événements survenus à l'Hôpital du Valais ont été déposées. En vertu de l'article 104 alinéa 2 LOCRP, les deux formes d'interventions sont possibles lorsqu'il s'agit d'une affaire interne au Grand Conseil. Afin de synchroniser le traitement de ces interventions et de tenir compte du fait que la cheffe de département en charge du dossier est excusée pour la session de novembre, le Bureau a décidé ce qui suit :

- Les deux motions seront développées durant la session de novembre. En cas d'acceptation par le Grand Conseil, elles seront transmises au Conseil d'Etat en vue d'une réponse. Elles seront ensuite traitées au cours de la session de décembre qui suit.
- La résolution sera également développée par son auteur. La procédure prévue à l'article 142 RGC sera ensuite interrompue pour reprendre durant la session de décembre avec la réponse du Conseil d'Etat et le cas échéant avec une discussion générale ainsi qu'avec le vote.
- De cette façon, les trois interventions se trouveront au même stade. Au cas où les deux motions devaient déjà être rejetées au cours du développement, la résolution serait elle aussi immédiatement soumise au vote.

### Session de décembre 2013

La session de décembre sera également très chargée et le parlement devra vraisemblablement également siéger le vendredi après-midi. En plus du débat sur le budget ainsi que celui sur la planification pluriannuelle, la loi sur le tourisme et la loi sur les incompatibilités constitueront deux objets importants à l'ordre du jour. Deux élections sont également prévues : celle du/de la préposé/préposée à la protection des données et à la transparence et celle d'un juge suppléant au tribunal cantonal. Délai de dépôt des rapports de commissions : 31 octobre 2013 !

## Aus dem Büro des Grossen Rates

### Novembersession 2013

Die Novembersession nimmt in Anbetracht der zahlreichen Geschäfte auch den Freitagnachmittag in Anspruch. Da mehrere Staatsratsmitglieder ganz oder teilweise abwesend sind, musste der Sessionsplan auf diesen Umstand Rücksicht nehmen.

Wie bereits im September angekündigt, werden die Vorstösse, deren Dringlichkeit das Büro im September abgelehnt hat, in der Novembersession zur Entwicklung gelangen. Es handelt sich um eine Ausnahme.

In Bezug auf eine parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) zu den Ereignissen im Spital Valais liegen zwei Motionen und eine Resolution vor. Gemäss Artikel 104 Absatz 2 GORBG sind in der Tat beide Varianten möglich, wenn eine interne Angelegenheit des Grossen Rates betroffen ist. Um diese Vorstösse zu synchronisieren und auch dem Umstand Rechnung zu tragen, dass die zuständige Departementsvorsteherin für die Novembersession entschuldigt ist, hat das Büro folgendes Vorgehen beschlossen:

- Die beiden Motionen werden in der Novembersession entwickelt. Sofern sie vom Grossen Rat angenommen werden, gehen sie zur umgehenden Beantwortung an den Staatsrat. Die Motionen kommen alsdann in der Dezembersession zur Behandlung.
- Die Resolution wird ebenfalls im November durch den Urheber entwickelt. Dann wird das in Artikel 142 RGR vorgesehene Verfahren unterbrochen und in der Dezembersession mit der Antwort des Staatsrats und einer allfälligen allgemeinen Diskussion sowie mit der Abstimmung weitergeführt.
- Auf diese Weise befinden sich die drei Vorstösse im gleichen Stadium. Sollten die beiden Motionen bereits bei der Entwicklung abgelehnt werden, wird auch die Resolution sofort zur Abstimmung gebracht.

### Dezembersession 2013

Auch die Dezembersession 2013 wird reich befrachtet sein und aller Wahrscheinlichkeit nach den Freitagnachmittag in Anspruch nehmen. Neben der Budgetdebatte und der Mehrjahresplanung sind mit dem Tourismusgesetz und dem Gesetz über die Unvereinbarkeiten auch zwei bedeutsame Geschäfte angekündigt. Zudem stehen zwei Wahlgeschäfte an: Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragte(r) sowie Ersatzrichter(in) am Kantonsgericht. Frist für die Hinterlegung der Kommissionsberichte: 31. Oktober 2013!

### Incompatibilités selon l'article 25 RGC

La Newsletter 7/2013 contenait une explication concernant l'article 25 alinéa 3 RGC qui a visiblement causé quelque trouble chez certains membres du Grand Conseil. Nous confirmons ici que des membres des commissions de haute surveillance ne peuvent en aucun cas prendre part à des séances des commissions thématiques. En revanche, rien n'empêche des membres d'une commission de haute surveillance en vertu de cette même disposition de siéger dans des commissions spéciales resp. de remplacer l'un de leurs membres (en particulier en perspective de la deuxième lecture d'une loi).

### Election d'un membre de commission

Monsieur Georges Tavernier a démissionné de sa fonction de membre de la commission interparlementaire de contrôle de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale. Le Bureau a élu Monsieur Thierry Stalder en tant que successeur.

### Agenda

- 12-15 novembre 2013 : prochaine session
- 12 novembre 2013, 16h30 : raclette offerte par le Conseil d'Etat aux membres du Bureau et des commissions de haute surveillance au domaine du Grand Brûlé à Leytron.
- 14 mars 2014 : Soupe des députés cofinancée par l'Hôpital du Valais

### Mot de la fin

«L'ignorance se met en avant pour être vue, la sagesse reste en arrière pour voir venir.»

*Carmen Sylvia (1843-1916), écrivaine allemande (pseudonyme) et reine de Roumanie*

### Unvereinbarkeiten gemäss Artikel 25 RGR

Im Newsletter 7/2013 wurde eine Erläuterung zum Artikel 25 Absatz 3 RGR abgegeben, welche offenbar bei einigen Grossratsmitgliedern zu Verwirrung Anlass gab. Es wird an dieser Stelle bestätigt, dass Mitglieder der Obergerichtskommissionen in keinem Fall an Sitzungen der thematischen Kommissionen teilnehmen können, sie können also auch kein anderes Kommissionsmitglied für eine einzelne Sitzung ersetzen. Andererseits ist es den Mitgliedern der Obergerichtskommissionen gemäss dieser Reglementsbestimmung nicht verwehrt, in Spezialkommissionen (insbesondere im Hinblick auf die 2. Lesung eines Gesetzes) Einsitz zu nehmen bzw. deren Mitglieder zu ersetzen.

### Wahl eines Kommissionsmitglieds

Herr Georges Tavernier hat als Mitglied der Walliser Delegation für die interparlamentarische Kontrollkommission betreffend die Westschweizer BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörde demissioniert. Das Büro hat Herrn Thierry Stalder als seinen Nachfolger gewählt.

### Agenda

- 12.-15. November 2013: nächste Session
- 12. November 2013, 16.30 Uhr: Raclette für die Mitglieder des Büros und der Obergerichtskommissionen im Grand Brûlé in Leytron, offeriert vom Staatsrat.
- 14. März 2014: Grossratsuppe, mitfinanziert vom Spital Wallis

### Schlusswort

«Die Dummheit drängt sich vor, um gesehen zu werden. Die Klugheit steht zurück, um zu sehen.»

*Carmen Sylva (1843-1916), deutsche Schriftstellerin (Pseudonym) und Königin von Rumänien*